

*Allocations familiales—Loi*

adressé aux familles, surtout les plus pauvres, en procédant à ce genre de modifications. Il faut tenir compte des sentiments éprouvés par les Canadiens qui sont confrontés à ces calculs et comprennent que d'ici à 1990, tous les parents seront perdants suite à l'adoption de ce train de mesures. Ils jugeront fort probablement, comme moi, que les mesures présentées par le ministre de la Santé nationale et du Bien-être social constituent un replâtrage mesquin de nos programmes sociaux. Il convient d'étudier les répercussions qu'aura la réduction des exemptions au titre des enfants sur le régime d'impôt sur le revenu. Il faut songer à ce qui se passe dans l'esprit des parents canadiens quand ils mettent côte à côte le ralentissement de l'augmentation des allocations familiales et une déclaration du ministre des Finances (M. Wilson) disant que le Canada a une grave pénurie de riches. Il faut songer à ce que sera l'impression de la famille moyenne quand elle s'apercevra que la part des allocations familiales dans son budget et son revenu d'ensemble va diminuer.

Certains députés ont qualifié le freinage de l'augmentation des allocations familiales d'attaque contre les familles. D'autres pensent peut-être que ce sont des paroles en l'air. Mais je crois que c'est pourtant quelque chose de profondément vrai et important. Après tout, ce n'est jamais la réalité qui gouverne les réactions, les comportements et les croyances des habitants de notre pays ou de n'importe quel autre pays; c'est toujours leur perception des événements. Le message que le gouvernement adresse aux habitants du Canada et particulièrement aux plus pauvres, avec ces réductions, est très clair: ce message, c'est qu'il se soucie moins cette année que l'an dernier de la tâche des parents qui élèvent des enfants et du développement et de la croissance des familles. Il s'en souciera encore moins en 1990, et plus le temps passera désormais, moins il s'en souciera.

Il faut aussi songer à ce qui se passera si la famille canadienne moyenne compare les allocations familiales qu'elle touche à son budget et à ce que lui coûtent ses enfants. Les allocations familiales, le crédit d'impôt pour enfants et l'exonération fiscale pour enfants, même combinés, ne représentent qu'une fraction insignifiante de ce que coûtent les enfants à leurs parents. Les gouvernements européens, me dit-on, commencent à constater une baisse du taux de natalité. On estime que ce phénomène est dû en grande partie au fait que les parents potentiels ou les couples mariés reculent devant l'idée de ce que risquent de leur coûter des enfants et les répercussions que le fait d'élever des enfants aura sur le budget familial, et estiment que les allègements fiscaux et les paiements sociaux de leur pays sont purement symboliques.

J'estime aussi qu'il faudrait tenir particulièrement compte de la situation des couches laborieuses pauvres. On a là des gens pour qui les allocations familiales sont peut-être l'aspect le plus important de leur budget, sans nécessairement représenter la partie la plus importante ni même l'une des fractions majeures de ce budget. Ce sont des gens qui se rendent compte

qu'aucune autre forme d'aide sociale ne protège leur revenu des effets de l'inflation. Ce sont ces gens-là qui en fait vont souffrir le plus de la désindexation des allocations familiales.

● (1520)

Le gouvernement a choisi, pour s'en prendre au déficit, de ne considérer qu'un seul côté des choses. Si je devais porter une accusation contre les conservateurs, ce serait d'être coupables de n'avoir pas su se rendre compte qu'il y a en fait deux faces aux comptes nationaux; qu'il y a l'aspect recettes et qu'il y a l'aspect dépenses. Je pense que le fait que le gouvernement n'ait pas mis en place ou réintroduit une fiscalité progressive, le fait que le gouvernement ait proposé aux contribuables riches du pays des diminutions d'impôt, des exemptions, des échappatoires, montrent on ne peut plus clairement que ce gouvernement compte sur la diminution des dépenses pour réduire le déficit et ne cherche pas à mettre en place au Canada un genre de système fiscal équitable qui serait plus productif en termes absolus et qui assurerait un partage plus égal qu'aujourd'hui du coût de la distribution des prestations sociales à notre population.

D'autres ont parlé assez longuement du principe de l'universalité que le premier ministre estimait être un sacro-saint. Je crois que ces réductions prévues des allocations familiales sapent effectivement le principe de l'universalité. Ce principe est important non seulement pour des raisons d'ordre théorique mais aussi pour des motifs d'ordre pratique. Quand tous les Canadiens pourront voir les avantages découlant du régime de paiements sociaux au Canada, nous obtiendrons alors leur appui pour continuer à collaborer en vue d'assurer les mécanismes qui permettront de verser cette aide sociale.

Je suis heureux d'entendre mes amis libéraux parler de cette question car quand je les ai entendus annoncer leur prétendue campagne contre l'injustice il y a quelques jours, ma première réaction a été: épargnez-nous cela! Nous avons déjà eu le programme des 5 et 6 p. 100 qui était une injustice. Ne nous l'infligez pas à nouveau! Toutefois, si le parti libéral est prêt à entreprendre une campagne nationale et, faisant abstraction de ses antécédents dans ce domaine, s'il veut aider à amener l'opposition à accepter la réduction des allocations familiales à la Chambre, je suis alors parfaitement d'accord. Je sais qu'il formulera les mêmes arguments et les mêmes principes que le Nouveau parti démocratique a toujours préconisés.

Je suis heureux de constater qu'on a éliminé du régime de paiements sociaux au Canada toute notion de charité. Je suis heureux de dire que nous pouvons nous considérer comme étant des pourvoyeurs et des bénéficiaires. Je m'inquiète de la répercussion de ces réductions, notamment sur les familles monoparentales et sur les plus pauvres parmi les pauvres. Je m'empresse donc de me joindre à mes collègues néo-démocrates et à ceux de l'opposition pour formuler notre désaccord au sujet de ces réductions.